

IMAGAZINE

Le choix des décideurs du Sud

COMMENT RÉDUIRE LES COÛTS DES
TRANSFERTS D'ARGENT DES MIGRANTS ?

L'UNESCO VOTE LE PRIX OBIANG
NGUEMA MBASOGO

APPEL AUX DONS DU HAUT CONSEIL
DES RESSORTISSANTS D'AFRIQUE

LA BAD APPUIE LE PREMIER FONDS
CARLYLE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

PURE DIGITAL MEDIAS , INTERVIEW
EXCLUSIVE DE PASCAL DASSEUX



Leila BENHACEM, Banque Africaine
de Développement SENEGAL



STÉPHANE BOMPERTI, Ancien Directeur
Afrique et Océan Indien du Ministère des
Affaires Étrangères et Européennes(MAE)



Défilé des femmes camerounaises rue d'Auteuil à Paris
lors de la Journée Internationale de la Femme

Consulter IMAGAZINE.PRO

Contacts: redactionimagazine@gmail.com / ndingaimagazine@gmail.com

de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), indique le bulletin des cours de change du jour des principales devises publié vendredi par l'institution financière à Libreville.

Voici les cours :

Monnaie Achat Vente Euro 629,71 ; 655,95/ Dollar américain 489,43 ; 509,22 / Livre sterling 774,90 ; 806,32/ Dollar Canadien 494,66 ; 514,74 / Yen 6,03 ; 6,28 / Franc suisse 539,45 ; 561,37 / Rand sud-africain 65,34 ; 68,05 /Yuan 77,45 ; 80,71/ Dir 58,11 ; 60,82/ Naïra 3,11 ; 3,23 / Livre égyptienne 81,01 ; 84,85.

Intra-Africa trade may ease stalled EPA negotiations, says ACP Group

Les 79 membres des Caraïbes et du Pacifique, le Groupe des États a montré son appui aux efforts vers une zone à l'échelle africaine de libre-échange - l'élément clé du sommet de l'Union africaine récente des chefs d'État, lieu du 23 au 30 Janvier dernier à Addis-Abeba, capitale Ethiopienne.



Secrétaire général du Groupe ACP, Dr Mohamed Ibn Chambas a assisté à la conférence, exhortant les dirigeants et les intervenants pour renforcer les approches interrégionales au commerce en vue d'approfondir les échanges commerciaux et renforcer leur participation dans l'économie mondiale.

"Stimuler le commerce interrégional pour l'Afrique sera également l'occasion pour les membres africains du Groupe ACP à renforcer leurs processus d'intégration régionale et à approfondir leurs échanges commerciaux. Une zone de libre

échange pour l'Afrique pourrait être considéré comme un bloc de construction pour l'avenir de tous les pays ACP zone de libre échange et une «porte de sortie» de l'impasse actuelle des négociations des APE, "a déclaré le Dr Mohamed Ibn Chambas.

Presque tous les Communautés économiques régionales africaines sont membres de l'ACP mécanisme de coordination inter-régionale. Ils ont été la négociation d'accords de partenariat économique avec l'Union européenne depuis 2002.

Au cours des délibérations, le sommet a approuvé la position commune ACP / UA / CEA / Université d'Oxford Proposition pour le système de préférences commerciales améliorée et renforcée pour les pays les moins avancés et les pays à faible revenu. Selon le Groupe ACP, le régime sera en mesure de fournir des flexibilités pour permettre une finalisation harmonieuse des négociations des APE au point mort.

Les dirigeants africains ont convenu de continuer à discuter de ce thème lors du prochain sommet qui se tiendra à Lilongwe, au Malawi en Juin 2012 et rendre la Commission de l'UA à explorer des solutions pratiques qui mèneront à la création d'une zone de libre-échange continental.

Lors de sa visite, le Secrétaire général des ACP a été reçue par le Président du Ghana John Evans Atta-Mills, le président de la Guinée équatoriale Teodoro Obiang Nguema et d'autres dirigeants et dignitaires clés d'organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies. La Guinée équatoriale a accepté d'accueillir les chefs 7e Sommet ACP de l'Etat en Décembre.

(Photos: Sommet de l'UA (Photo par The Guardian); Secrétaire général des ACP Dr Mohamed Ibn Chambas salue le Président de la Tanzanie Jakaya Kikwete; Chambas Dr avec les dirigeants africains, dont le président du Bénin Yayi Boni (à gauche plus).

ENVIRONNEMENT

AquaOrbi

Jacques Bertrand - Président d'AquaOrbi et Délégué Général de la Fondation Chirac

Ancien élève de l'École Polytechnique et ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Jacques Bertrand débute sa carrière professionnelle en 1982 chez Coyne et Bellier, bureau d'Ingénieur Conseils référence mondiale dans le domaine des grands barrages. Son parcours le conduit à diriger des grandes entreprises liées à l'eau et l'assainissement, à piloter des études et projets complexes et à apporter son expertise à diverses grandes autorités publiques de l'eau et de l'assainissement.

Après 30 ans d'expérience internationale dans les différents secteurs liés à l'eau et à l'environnement, dont 20 années dans différents postes de direction générale du Groupe SUEZ-ENVIRONNEMENT, il s'établit en 2010 comme expert indépendant et fonde l'association AquaOrbi partenaire de Fondation CHIRAC dont il est le Délégué Général pour l'eau et en préside le comité scientifique. Jacques Bertrand est à l'initiative de la création de la Chaire « Suez Environnement - Eau pour tous » de Paris Tech, dont il préside le Comité d'Orientation Stratégique.

Membre de l'Académie de l'Eau, il est aussi administrateur du Pôle de Compétitivité Mondial de l'Eau, créé à Montpellier en 2010, dont l'objectif est de favoriser l'éclosion de programmes de recherche unissant entreprises et laboratoires, et de leur accorder son label.

AquaOrbi : Pour la transmission de l'expérience et du savoir à des entreprises de l'eau des pays en croissance afin de leur permettre de développer une offre locale et durable.



(Jacques Bertrand, Président Fondateur de l'Association AquaOrbi)

Par Marie Cornet-Ashby

Quels sont les statuts de l'Association AquaOrbi ?

AquaOrbi est une association de loi 1901, qui œuvre pour l'accès à l'eau et à l'assainissement. Elle a été créée en 2010. Le constat est simple, le problème de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le monde est un problème très complexe et devenu encore plus complexe à cause de l'urbanisation. En effet, aujourd'hui le monde est devenu plus urbain que rural et cette course vers l'urbanisation s'est accélérée. Et pour gérer ce problème d'accès à l'eau, il est absolument nécessaire de compter sur les forces locales.

Les grands groupes internationaux qui œuvrent dans ce domaine ne peuvent s'occuper des villes de taille intermédiaire qui ont besoin d'un tissu de professionnels locaux pour mettre en œuvre et gérer les dispositifs d'accès à l'eau et l'assainissement. Or, ce tissu de professionnels n'existe pas en général. L'objectif d'AquaOrbi est donc de montrer par l'exemple que l'on peut identifier des acteurs potentiels capables de devenir ces professionnels nécessaires à la fourniture du service, et de les aider à le devenir. Les compétences à créer sont de divers type : gestion globale du service public avec ses milliers de clients, pose et maintenance des réseaux de distribution, traitement de l'eau et pompage, systèmes d'informations... Donc le problème est beaucoup plus complexe que la gestion d'un simple point d'eau, il intègre les acteurs de toute la chaîne de l'accès à l'eau dont

chacun constitue une entreprise à part entière avec sa propre spécificité. Par ailleurs, AquaOrbi considère qu'il ne peut y avoir de durabilité si la gestion de l'ensemble n'est pas intégrée dans une économie réelle du service, c'est-à-dire où l'existence de chaque acteur repose sur des circuits de paiement locaux, sans recours au don.

Combien de fournisseurs dans ce process ?

Il n'y a en général qu'un seul fournisseur de service public pour l'accès à l'eau, et de même pour l'assainissement, mais il travaille avec des prestataires. Et ce fournisseur ne peut travailler que s'il est entouré de sociétés capables d'installer et de réparer, par exemple, des installations électriques, des pompes, ou des logiciels spécifiques. Et le professionnalisme des prestataires est indispensable pour l'opérateur pour qu'il puisse rendre de manière durable le service public de l'eau. Je souligne ici que parler d'eau sans parler d'assainissement est une omission grave.

L'hygiène et l'assainissement sont les fondamentaux à toute la problématique de l'eau, et la première cause de maladie, avant l'eau de consommation elle-même.

Dans quelles régions se situe l'activité AquaOrbi ?

Aujourd'hui, essentiellement en Haïti. Et pour une raison simple : la création d'un tissu d'entreprises travaillant de façon régulière les unes avec les autres demande une action géographiquement ciblée. Le but est de créer un réseau qui fonctionne durablement et qui puisse être dupliqué de façon naturelle dans d'autres régions. Notre objectif étant d'aider à la crédibilité et la notoriété des entreprises avec l'indispensable professionnalisme nécessaire au bon fonctionnement du réseau dans son ensemble. Et nous souhaitons développer d'autres réseaux d'accès à l'eau en Haïti. Je tiens à signaler que AquaOrbi n'intervient que dans le cadre et le respect d'une politique nationale, d'une législation, des normes existantes, et en lien avec les administrations en charge. Conforter l'autorité du cadre public national est indispensable pour éviter la confusion, et permettre le progrès à l'échelle d'un pays. C'est bien cette autorité nationale en effet qui assure in

fine la responsabilité du service public devant les citoyens, et, adhérant au projet d'AquaOrbi, se l'appropriera pour faciliter sa réplique.

Vous intervenez donc, avec l'appui des autorités sur place ?

Je pense que dans ce cadre de projets, il ne faut pas agir si l'on n'est pas au service d'une autorité publique d'eau et d'assainissement. Et il faut inscrire ces projets dans l'économie de la société sur place et en utilisant aussi sa main d'œuvre. AquaOrbi travaille avec Haïti et des haïtiens, et surtout dans une perspective de durabilité. S'il est nécessaire de construire, il faut donc intégrer immédiatement le réseau professionnel et humain qui permettra d'entretenir l'ensemble sinon l'action pourrait rester ponctuelle et condamnée à l'inefficacité. Et la vocation d'AquaOrbi est de créer des acteurs autonomes. Nous souhaitons aussi rester en relation avec eux, non pour les maintenir sous assistance mais pour faciliter leur mise en relation, créer et développer ce réseau entre elles.

Aujourd'hui vous collaborez avec la Fondation Chirac ?

Oui, et il est important de souligner que la Fondation Chirac a été la première à soutenir notre projet. C'est à l'issue de ce premier partenariat que la Fondation Chirac a demandé à AquaOrbi d'être son association partenaire de référence pour son programme d'accès à l'eau et à l'assainissement. Au travers de la Fondation Chirac et dans le cadre de ce partenariat, nous sommes acteurs d'autres collaborations internationales pour transmettre de l'expertise, porter des plaidoyers, et mettre en relation des acteurs de l'accès à l'eau et à l'assainissement. C'était par exemple le cas lors du Forum « Solidarité pour l'eau dans les pays du bassin du Niger » qui s'est tenu à Bamako (Mali) en octobre 2011 à l'initiative de la Fondation Chirac, avec la République du Mali et l'Autorité du bassin du Niger, et dont les conclusions seront portées au Forum Mondial de l'eau qui se tient en mars 2012 à Marseille.

Le 6ème Forum Mondial de l'Eau est en mars...un rendez-vous essentiel pour vous ?



Ce forum est un moment essentiel durant lequel absolument tous les acteurs de l'eau seront présents. Des administrations, entreprises, ministres et chefs d'états, associations internationales, associations locales, collectivités locales... viendront échanger autour de la problématique de l'eau et de l'assainissement. Des foules d'expériences et d'initiatives seront apportées et échangées sur place entre les participants, et celles-ci, je le souhaite, resteront à l'issue de ce forum comme des panoplies de solutions à disposition du monde entier. D'ailleurs, ce forum s'est intitulé le « Forum des solutions ». Il faut qu'il amène à des propositions pragmatiques, sans idéologie. Il faut regarder ce qui fonctionne et encourager les initiatives vers des réalisations fiables et concrètes, qui peuvent d'ailleurs répondre à des principes différents en fonction des pays ou régions. Il n'y a pas une solution, mais des solutions. Pour ma part, je dirais qu'il est important de faciliter le développement d'entreprises locales s'intégrant dans un réseau complet de savoir faire, en un tissu durable. Je participerai bien sûr au Forum de Marseille, et serai présent avec la Fondation Chirac qui y présentera les conclusions du Forum de Bamako, avec des chefs d'états et ministres de la région du Niger.

Quelles sont vos ambitions pour AquaOrbi ?

Notre première ambition est de consolider le travail réalisé en Haïti, et ensuite, de reproduire ce processus en un modèle qui puisse être adapté à d'autres pays, afin d'être copiés pour une diffusion large... En un mot, apporter notre petite contribution, au côté de toutes les autres, à ce problème majeur que la croissance démographique et urbaine, et maintenant le changement climatique rendent de plus en plus complexe. Car l'eau et son assainissement sont bien des enjeux parmi les plus fondamentaux pour le monde qui s'annonce, ses pays, leurs populations, leur progrès économique, leur bien être, et la paix entre les hommes.

EDUCATION

Burkina Faso : Mme KOUMBA BOLY BARRY, Ministre de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation

De passage à Paris pour la promotion de l'éducation pour tous au Burkina, Mme KOUMBA BOLY BARRY s'est livrée à IMAGAZINE

Quels sont les grands axes développés pour une éducation pour tous au Burkina ?

Je voudrais vous dire merci pour l'opportunité donnée pour exprimer notre vision de l'éducation au Burkina Faso.

Il y a trois axes essentiellement :

Le premier est basé sur l'accès, il faut élargir l'offre éducative pour l'ensemble des Burkinabès si l'on veut que l'effectivité du droit à l'éducation soit une réalité dans ce pays. Pour cela, il faut commencer par la petite enfance et passer d'un taux de scolarisation de 2 à 10 % dans les cinq prochaines années. L'étude primaire pour les garçons et les petites filles doit avoir un taux d'achèvement de 75% dans les cinq ans.

Si, l'on prend exemple sur les adolescents et les adultes, le taux d'alphabétisation est de 30%, on devrait aller, si l'on veut construire l'émergence, plus loin. Pour nous, l'accent est mis sur les jeunes, les adolescents et les adultes.

Il y a la dimension qualité fondamentalement importante. Les enseignants doivent être bien formés et compétents, motivés. Nous avons augmenté la formation des enseignants à deux années, les thèmes émergents comme la responsabilité citoyenne seront pris en compte dans les modules de formation sans oublier celles des NTIC, véritable médium de l'éducation.

L'Afrique, comme le Burkina doivent aller de l'avant, l'anglais tout comme les langues africaines doivent être prises en considération et l'interrogation doit être faite sur le rôle de ses langues dans



le système éducatif du Burkina. Nous sommes en train de faire des choix au niveau des communes et régions pour voir quelles sont les langues africaines qui doivent être enseignées. La décision revient à la communauté, à la population et aux acteurs du système éducatif dans leur ensemble.

Entre la ville et le milieu urbain, il y a toujours une grande barrière, quelles sont les actions menées pour que le monde rural soit aussi formé que le milieu urbain ?

Il faut déjà savoir ce que le milieu rural souhaite pour ses enfants, ses adolescents et même les adultes. C'est ce système éducatif que doit proposer l'Etat...

Le redéploiement de l'Etat ...

Absolument, sa capacité à répondre à la demande et non d'imposer des paquets. Le système éducatif doit être porté par les élus locaux sur la base d'un curriculum commun, c'est ce qui répond à la demande des individus, des collectivités. Cette démarche doit être enclenchée en terme de réflexion et de perspective.

